Politique anti-harcèlement au sein d'une ligue d'improvisation

1) OBJECTIFS

La présente politique a pour objectif d'affirmer l'engagement de [Nom de la ligue d'improvisation] à prévenir et à faire cesser toute situation de harcèlement psychologique ou sexuel au sein de son organisation, y compris toute forme de harcèlement discriminatoire. Elle vise également à établir les principes d'intervention qui sont appliqués dans l'organisation lorsqu'une plainte pour harcèlement est déposée ou qu'une situation de harcèlement est signalée aux responsables de l'organisation ou à son ou sa représentant.e.

Nous reconnaissons que le milieu de l'improvisation est un environnement particulier, tout à fait différent d'un milieu de travail, par exemple. Il s'agit d'un milieu pouvant parfois dévier vers une multitude de sujets et de thèmes.. Nous comprenons que notre milieu requiert une interprétation plus nuancée de certains signaux sociaux et le but de cette politique n'est pas de brimer la créativité. Par cette politique, nous souhaitons créer un environnement respectueux, digne de confiance et sécuritaire¹.

2) PORTÉE

La présente politique s'applique à l'ensemble des membres de la ligue et à tous les niveaux hiérarchiques, notamment dans les lieux et contextes suivants :

- sur l'aire de jeu;
- les aires communes;
- tout autre endroit où les personnes peuvent se trouver dans le cadre des activités de la ligue (ex. : réunions, tournois, formations, déplacements, activités sociales organisées par la ligue);
- les communications par tout moyen, technologique ou autre.

3) DÉFINITIONS

Dans la présente politique, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

1° « Harcèlement psychologique »: Une conduite vexatoire se manifestant soit par des comportements, des paroles, des actes ou des gestes répétés, qui sont hostiles ou non désirés, laquelle porte atteinte à la dignité ou à l'intégrité psychologique ou physique de la personne et qui entraîne, pour celle-ci, un environnement néfaste.

Une seule conduite grave peut aussi constituer du harcèlement psychologique si elle porte une telle atteinte et produit un effet nocif continu pour la personne visée.²

La notion de harcèlement doit être distinguée d'autres situations telles qu'un conflit interpersonnel, un stress lié à l'organisation, des contraintes liées au bon fonctionnement de la ligue (présence des joueurs/comédiens, participation à des activités, promotion des événements, respect du décorum,

¹ Traduction libre de : Hugel Theater, «Policy against Harassment», en ligne (pdf):

<http://www.hugeltheater.com/wp-content/uploads/2018/08/Policy-against-harassment_2019.pdf?fbclid=IwAR158pM9UBsANX7WCjrHmk-4YTwwCZjEEAs4aDd6Jf6tSy5eQZkUc6lDOI>.

² Voir l'annexe 1 de la présente politique pour plus de précision.

etc.)

2° « Harcèlement sexuel »: Une conduite de nature sexuelle non sollicitée qui a un effet préjudiciable sur la victime³. Il s'agit d'une forme plus précise de harcèlement psychologique. Le harcèlement sexuel comprend toutes formes d'attentions ou d'avances non désirées à connotation sexuelle qui provoquent l'inconfort, la crainte et menacent le bien-être de la victime.⁴

3° « Membre de la ligue »: Toute personne impliquée dans le fonctionnement de la ligue. Il peut s'agir notamment d'un.e joueur.se, d'un.e entraîneur.e, d'un.e arbitre, d'un.e DJ, etc.

4° « Sanction »: La conséquence à laquelle est exposée la personne ayant commis du harcèlement psychologique ou sexuel. L'imposition de la sanction pourra varier en fonction du geste ayant été commis.

4) ÉNONCÉ DE POLITIQUE

[Nom de la ligue d'improvisation] ne tolère ni n'admet aucune forme de harcèlement psychologique ou sexuel au sein de sa ligue, par ou auprès des membres de la ligue :

Tout comportement lié à du harcèlement peut entraîner l'imposition de sanctions pouvant aller jusqu'au renvoi de la ligue.

[Nom de la ligue d'improvisation] s'engage à prendre les moyens raisonnables pour :

- offrir un milieu exempt de toute forme de harcèlement afin de protéger la dignité ainsi que l'intégrité psychologique et physique des personnes;
- diffuser la politique de manière à la rendre accessible à l'ensemble des membres de la ligue;
- informer les membres du public de l'existence de la politique;
- prévenir ou, selon le cas, faire cesser les situations de harcèlement en :
 - a) mettant en place une procédure de traitement des plaintes et des signalements liés à des situations de harcèlement psychologique ou sexuel;
 - b) veillant à la compréhension et au respect de la politique par toutes les personnes;
 - c) faisant la promotion du respect entre les individus;
 - d) *[Détailler les autres moyens qui seront pris]*.

5) ATTENTES ENVERS LES MEMBRES DE LA LIGUE

Il appartient à tous et à toutes les membres de la ligue d'adopter un comportement favorisant le maintien d'un milieu exempt de harcèlement psychologique ou sexuel.

6) TRAITEMENT DES PLAINTES ET DES SIGNALEMENTS

Lorsque cela est possible et sécuritaire, la personne qui croit subir du harcèlement psychologique ou sexuel devrait d'abord informer la personne concernée que son comportement est indésirable et que celle-ci doit y mettre fin. Elle devrait également noter la date et les détails des incidents ainsi que les

³ Janzen c. Platy Enterprises Ltd., 1989 CanLii 97 (CSC), [1989] 1 RCS 1252 [*Janzen*].

⁴ Le groupe d'aide et d'informations sur le harcèlement sexuel au travail de la province de Québec, «Harcèlement sexuel», en ligne: <<https://www.gaijst.qc.ca/harclementsexuel>>.

démarches qu'elle a effectuées pour tenter de régler la situation.

Si cette première intervention n'est pas envisageable ou si le harcèlement se poursuit, la personne qui croit subir du harcèlement devrait signaler la situation à l'une des personnes responsables désignées par la ligue afin que soient identifiés les comportements problématiques et les moyens requis pour y remédier.

Une plainte peut être formulée verbalement ou par écrit. Les comportements reprochés et les détails des incidents doivent être décrits avec autant de précision que possible afin qu'une intervention puisse être réalisée rapidement pour faire cesser la situation.

Les personnes responsables désignées⁵ par la ligue sont les suivantes :

[Nom de la personne responsable n° 1], [Fonction (joueur.se, arbitre...)]

[Numéro de téléphone]

[Nom de la personne responsable n° 2], [Fonction (joueur.se, arbitre...)]

[Numéro de téléphone]

N.B. Il est fortement recommandé d'avoir deux personnes nommées afin que la personne qui désire formuler une plainte puisse avoir accès à une personne avec qui elle est à l'aise.

La personne qui est témoin d'une situation de harcèlement est aussi invitée à la signaler à l'une des personnes responsables mentionnées ci-dessus.

7) PRINCIPES D'INTERVENTION

[Nom de la ligue d'improvisation] s'engage à :

- prendre en charge la plainte ou le signalement dans les plus brefs délais;
- préserver la dignité et la vie privée des personnes concernées, c'est-à-dire de la personne qui a fait la plainte, de la personne qui en fait l'objet et des témoins;
- veiller à ce que toutes les personnes concernées soient traitées avec humanité, équité et objectivité et à ce qu'un soutien adéquat leur soit offert;
- protéger la confidentialité du processus d'intervention, notamment des renseignements relatifs à la plainte ou au signalement;
- prendre toutes les mesures raisonnables pour régler la situation;
- réorienter les personnes concernées vers les ressources adéquates externes lorsque nécessaire.

Tout.e membre de la ligue qui commet un manquement à la politique de harcèlement fera l'objet de sanctions appropriées. Le choix de la sanction applicable tiendra compte de la gravité et des conséquences du ou des gestes posés.

La personne qui déposerait des accusations mensongères dans le but de nuire est également passible de sanctions appropriées.

Tout.e membre de la ligue qui est victime de harcèlement psychologique ou sexuel de la part d'une personne non membre peut également en faire part à la personne responsable, qui prendra les

⁵ Des précisions sur le rôle des personnes responsables figurent à l'annexe 2.

mesures appropriées afin que la situation de harcèlement cesse.

ANNEXE 1 – RECONNAÎTRE LE HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE OU SEXUEL

Voici les critères généralement utilisés afin de déterminer ce qui peut être considéré comme du harcèlement psychologique ou sexuel. Il s'agit d'une conduite:

- qui est vexatoire (blessante, humiliante);
- qui se manifeste de façon répétitive ou lors d'un acte unique et grave;
- qui se manifeste de manière hostile (agressive, menaçante) ou non désirée;
- qui porte atteinte à la dignité ou à l'intégrité de la personne;
- qui entraîne, pour la personne victime, un milieu de pratique de l'activité néfaste (nocif, nuisible).

La discrimination fondée sur l'un ou l'autre des motifs suivants peut aussi constituer du harcèlement: la race, la couleur, le sexe, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge (sauf dans la mesure prévue par la loi), la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap⁶.

Exemples de comportements pouvant être liés à du harcèlement psychologique:

- Intimidation, cyberintimidation, menaces, isolement;
- Propos ou gestes offensants ou diffamatoires à l'égard d'une personne;
- Violence verbale;
- Dénigrement.

Exemples de comportements pouvant être liés à du harcèlement sexuel⁷:

- Toute forme d'attention ou d'avance non désirée à connotation sexuelle, qu'elle soit non verbale, verbale ou physique.
 - Fixer quelqu'un du regard de façon inappropriée;
 - Raconter des blagues à caractère sexuel;
 - Montrer ou envoyer (y compris en ligne) des photos, des dessins ou d'autres images non souhaitées à caractère sexuel;
 - Exiger des caresses, des rencontres et/ou des faveurs sexuelles;
 - Poser des questions ou parler à quelqu'un de leur sexualité, de leurs relations sexuelles ou de leur corps;
 - Provoquer des contacts physiques injustifiés, incluant des attouchements non désirés;
 - Utiliser un langage qui rabaisse quelqu'un à cause de son sexe;
 - Propager des rumeurs de nature sexuelle (y compris en ligne);
 - S'adonner au harcèlement (comportement qui fait qu'une personne se sent en danger, par exemple des visites non souhaitées, des appels téléphoniques, des textos, des courriels ou des lettres).

⁶ *Charte des droits et libertés de la personne*, RLRQ, c. C-12, art. 10 [*Charte des droits et libertés de la personne*].

⁷ Jeunesse j'écoute, «Qu'est-ce que le harcèlement sexuel?», en ligne: <<https://jeunessejecoute.ca/information/quest-ce-que-le-harcelement-sexuel>>.

Le harcèlement sexuel est considéré comme une forme de harcèlement discriminatoire⁸, interdit par la Charte canadienne des droits et libertés⁹ ainsi que la Charte des droits et libertés de la personne¹⁰.

ANNEXE 2 – PERSONNES RESPONSABLES DÉSIGNÉES PAR LA LIGUE

[Nom de la ligue d'improvisation]

- s'assurera que les personnes responsables désignées seront dûment formées et auront les outils nécessaires à leur disposition pour le traitement et le suivi de la plainte ou du signalement une fois nommées;

Les personnes suivantes sont désignées pour agir à titre de responsables pour l'application de la Politique de prévention du harcèlement psychologique ou sexuel de la ligue et de traitement des plaintes de *[Nom de la ligue]* :

[Nom de la personne responsable n° 1], [Fonction (joueur.se, arbitre...)]
[Numéro de téléphone]

[Nom de la personne responsable n° 2], [Fonction (joueur.se, arbitre...)]
[Numéro de téléphone]

Ces personnes responsables doivent principalement :

- informer les membres de *[Nom de la ligue d'improvisation]* sur la politique de la ligue en matière de harcèlement psychologique ou sexuel;
- intervenir de façon informelle afin de tenter de régler des situations;
- recevoir les plaintes et les signalements;
- recommander la nature des actions à réaliser pour faire cesser le harcèlement.

Engagement des personnes responsables

Par la présente, je déclare mon engagement à respecter la présente politique et j'assure que mon intervention sera impartiale, respectueuse et confidentielle.

Signature de la personne responsable n° 1

Date

Signature de la personne responsable n° 2

Date

⁸ Janzen.

⁹ *Loi constitutionnelle de 1982* (R-U), constituant l'annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canada* (R-U), 1982, c 11, art. 15.

¹⁰ *Charte des droits et libertés de la personne*, arts. 10-10.1.